

COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES, FAMILIALES ET SOCIALES
Mercredi 10 juin 2009
Séance de 10 heures
Compte rendu n° 55

Présidence de M. Pierre Méhaignerie, Président de la Commission des Affaires culturelles, familiales et sociales.

Mme Marisol Touraine. Je suis étonnée que la discussion des propositions de résolution soit l'occasion de faire ressurgir le débat centenaire sur les modes de l'action publique locale, en régie ou par délégation de service public. Ces propositions de résolution, au-delà de leur apparence technocratique et juridique, ouvrent un vrai débat politique qu'il ne faut pas caricaturer. L'attachement aux services publics sociaux ne doit pas empêcher de réfléchir à leur nécessaire évolution et à l'amélioration de leur efficacité.

Cependant, les comparaisons internationales sur l'efficacité des politiques sociales ne peuvent se limiter à la comparaison des seules dépenses publiques. Dans d'autres pays, qui ont fait un autre choix que la France, comme les États-Unis, une grande partie des dépenses d'assurance sociale est reportée sur les individus et l'on voit que le coût global de la protection sociale est finalement plus élevé qu'en France. Il y a différentes manières d'organiser la solidarité et la couverture des besoins sociaux. La discussion sur ce point doit être ouverte.

Le groupe SRC demandera à ce que cette discussion puisse avoir lieu en séance publique, car il veut montrer que nous disposons de marges de manœuvre pour défendre la grandeur de notre modèle de service public social, fondé sur le libre accès aux services sans condition de précarité sociale. Cela renvoie d'ailleurs à la discussion que nous aurons prochainement sur l'éventuelle instauration d'un bouclier sanitaire. La question qui est posée est de savoir si l'on peut imposer une condition sociale pour bénéficier d'un service de santé.

Ce sont ces questions aux implications très concrètes pour nos concitoyens qui sont en fait abordées dans les propositions de résolution. Par ailleurs, le tiers secteur, dont les opérateurs sont de nature privée mais qui obéissent à des règles de fonctionnement de droit public, peut aussi être porteur d'une forte capacité d'innovation, qui ne doit pas être emportée par une volonté d'homogénéisation des dispositifs au niveau européen, problématique dans le domaine de la petite enfance et plus encore pour la prise en charge des personnes âgées, relevant aujourd'hui de structures médico-sociales qui sont directement compromises par la réflexion européenne.